

Les élections municipales des 14 et 21 mars

Le pouvoir et l'U.N.R. trichent - Arreckx ne fait rien...

Les communistes travaillent pour le bonheur des familles

LA Télévision gaulliste martèle en ce moment un thème de propagande : « Il faut élire une équipe capable de voter des centimes additionnels et de les utiliser au profit de tous ».

En clair, cela signifie que le pouvoir considère les municipalités élues comme des percepteurs, chargés de faire rentrer l'argent nécessaire aux dépenses publiques

En effet, les impôts d'Etat sont de plus en plus utilisés pour les dépenses militaires et pour rembourser les scandaleux cadeaux, faits aux grands trusts de la métallurgie, de la chimie, du pétrole.

Pour le gouvernement actuel, crèches, garderies, dispensaires, hôpitaux, foyers des vieux, etc... ne sont pas des dépenses obligatoires. Son principe est le suivant : « Puisque les gens en veulent, ils n'ont qu'à se les payer eux-mêmes ».

Afin de mieux appliquer ce principe, le gouvernement fait payer deux fois les dépenses sociales. Une fois au titre des impôts d'Etat qui sont utilisés à de toute autres fins. Une seconde fois, au titre des impôts communaux et, alors, le pouvoir espère que les contribuables rendront les élus responsables de la hausse fiscale.

Détournement de fonds

L'ETAT gaulliste détourne les fonds publics, vers des bénéfices privés, ceux des Dassault, des de Wendel, des actionnaires de la C.E.R.E.B. qui vient de s'installer à la Pyrotechnie.

Comme preuve de cette accusation de détournement de fonds, nous avançons les chiffres suivants :

-- Au lendemain de la Libération, lorsque le communiste François Billoux était ministre de la Santé Publique, l'Etat participait pour 50 pour cent aux dépenses de ce ministère.

-- Aujourd'hui, la subvention de l'Etat gaulliste s'élève péniblement à 6,90 pour cent, alors que la population française est en constante augmentation.

-- L'escadre de 62 Mirage IV coûte autant que 100.000 appartements confortables.

-- La construction d'un prototype de bombardier moderne entièrement équipé revient aussi cher que le salaire de 250.000 instituteurs ou l'édification de 30 facultés pour 1.000 étudiants, aucune.

Se plaindre ne sert à rien

ARRECKX s'est plaint et il a attendu... C'est tout. Les municipalités communistes, elles aussi, ont leurs difficultés, mais à l'inverse du

maire sortant de Toulon, elles agissent en liaison avec la population, pour obtenir les crédits indispensables aux œuvres de vie.

A Toulon, la carence d'équipement sur le plan social est à peu près totale.

- Deux garderies seulement ;
- Pas de crèches ;
- Pas de haltes d'enfants ;
- Pas de centres de plein air ;

Les rares subventions sont ridiculement insuffisantes.

-- Les patronages municipaux de Toulon reçoivent une subvention de 800.000 anciens francs par an, alors qu'à Drancy, municipalité communiste de la Seine, une subvention de 58 millions d'anciens francs leur est accordée.

-- La municipalité toulonnaise accorde deux ou trois petites subventions à des comités laïques qui doivent organiser eux-mêmes des classes de neige.

La municipalité réactionnaire de Toulon marche à reculons

COMPARONS !

Quelques chiffres et quelques dates :

-- Ivry, municipalité communiste de 85.000 habitants a fait partir cette année, 24 classes de neige. La municipalité toulonnaise avec ses 200.000 habitants n'en a fait partir aucune, au titre municipal.

-- La Seyne, municipalité communiste de 40.000 habitants a envoyé cette année, 980 enfants, en colonies de vacances. Toulon, ville cinq fois plus grande n'en a envoyé que 1.471.

-- En 1947, la municipalité Bartolini avait envoyé gratuitement 1.800 enfants en colonies de vacances.

Le problème social, dernier service de l'U.N.R. et de l'U.N.R.

CITONS Pompidou, lui-même agent des banques et Premier ministre du général de Gaulle, ce qui revient au même. Il déclarait récemment, dans un discours officiel :

« L'équilibre des finances locales ne peut consister purement et simplement en un appel à l'aide à l'Etat. Il faut que les services rendus aux citoyens soient payés à leur juste prix. En effet, ils ne sont pas seulement des contribuables, mais aussi des consommateurs qui paient la valeur du produit qui leur est vendu ».

Le pouvoir envisage donc de diminuer encore l'aide de l'Etat.

De plus, il laisse froidement entendre aux populations, qu'elles paieront par de nouveaux sacrifices les services sociaux dont elles ont besoin. Sinon, elles n'en auront pas.

Le gouvernement veut faire de Baudouin le maire de Toulon pour qu'il fasse marcher militairement ce système fiscal d'escroquerie officielle.

La position d'avenir

LES candidats de notre liste prennent l'engagement de lutter de toutes leurs forces pour adoucir cette rigueur, pour compenser cette oppression économique et sociale, pour alerter et entraîner la population laborieuse à l'action en vue de défendre leurs intérêts présents et à venir.

Nous voulons travailler :
POUR UNE VERITABLE ACTION

SOCIALE.

-- Effort tenace pour aider les mères les femmes travailleuses et les foyers populaires par la construction de crèches, garderies, haltes d'enfants, patronages, centres aérés.

-- Participation municipale aux classes de neige.

-- Extension des colonies de vacances.

-- Création de centres de Sécurité sociale et d'Allocations familiales dans les quartiers, en étroite collaboration avec ces deux organismes.

AIDE A LA VIEillesse.

-- Soutien des revendications des vieux travailleurs et personnes âgées.

-- Création de foyers : restaurants à prix modique.

-- Création de maisons de retraite et de vacances.

-- Distribution de colis, de vivres, de vêtements, de combustibles, de secours, de repas gratuits.

Le Comité de Presse de la liste d'union républicaine et laïque présentée par le P.C.F. et soutenu par le P.S.U.